

M. Horner: Le bill propose l'établissement d'une société de la Couronne. Comme je l'ai dit mardi, ces gens sont déjà frappés d'impôts. Nous mettons en vigueur des baux de 42 ans qui vont leur enlever leurs droits comme locataires, des droits dont jouissent normalement les citoyens. Nous percevons d'eux des impôts, sans leur donner aucune représentation, aucun gouvernement local. A mes yeux, c'est répugnant.

Nous avons longtemps cru que le paiement d'impôts devrait donner droit à la représentation, que les contribuables devraient avoir le droit de décider ce qui est bon pour les communautés dans lesquelles ils vivent, qu'ils devraient avoir le droit d'exprimer leurs opinions sur la conduite des affaires de ces communautés. Et pourtant, Banff, Waterton et Jasper—je mentionne ces trois villes parce que je m'y intéresse particulièrement...

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre! Un peu de silence s'il vous plaît.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Il est agréable de voir les ministériels si attentifs. Lors des dernières élections ils s'intéressaient beaucoup à la démocratie de participation. Maintenant lorsque quelqu'un parle à la Chambre ils hésitent même à l'écouter.

M. Lind: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au député.

M. Horner: Parfait. Allez-y.

M. Lind: Est-ce vrai qu'en 1959 le gouvernement précédent avait en vertu du décret en conseil 1108 augmenté le loyer des terres dans les parcs de Banff et de Jasper?

M. Horner: Bien des politiciens se sont affreusement fourvoyés en se tournant vers le passé. J'exhorte tous mes collègues à envisager le présent, à songer à l'avenir. C'est l'avenir qui devrait nous préoccuper en tant que Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): Le député de Middlesex (M. Lind) fait-il appel au Règlement?

M. Lind: Le député n'a pas répondu à ma question, monsieur l'Orateur. N'est-ce pas vrai que le gouvernement précédent avait autorisé ces majorations de loyer à Banff et à Jasper?

M. Horner: Non, c'est certainement faux.

Des voix: Oh!

M. Horner: En outre, je ne plaisantais pas lorsque j'ai dit que les députés devraient s'occuper de l'avenir. Rien ne sert de discuter sur ce qui s'est déjà passé, ou d'essayer d'établir à qui en était la faute. Décidons de la meilleure solution aux problèmes qui se posent pour les parcs nationaux. La société projetée doit avoir trois fonctions fondamentales: gérer, entretenir et développer. Jeudi j'ai demandé au secrétaire parlementaire où elle prendrait les fonds—serait-ce purement et simplement des contribuables de la région?

M. Lind: Le député n'a pas encore répondu à ma question. N'est-il pas vrai que le gouvernement précédent a augmenté le loyer à Banff?

Des voix: Règlement!

Des voix: Asseyez-vous!

M. Horner: J'ai disposé de la question posée par le député de Rocky Mountain (M. Sulatycky), qui semble préconiser l'idée. Je lui dirai qu'un amendement a été proposé, alors qu'il débâte de nouveau la question; qu'il répète ce qu'il a dit la première fois.

Je tentais de parler du principe du bill. Le principe du bill est de constituer une Régie d'État chargée de la gestion, de l'entretien et du développement. Comment cette Régie obtiendra-t-elle l'argent pour pourvoir à l'expansion des parcs nationaux? Je songe en particulier à Waterton, Banff et Jasper. J'ai posé la question mardi, mais je n'ai pas encore reçu de réponse. Ces parcs ressemblent de bien loin à ce que nous considérons comme des centres de population. Il faut un secteur résidentiel pour servir les touristes. Quiconque a été dans ces parcs et n'a pu trouver à se loger pour la nuit connaît la situation. Il aura vu roulotte après roulotte, voiture après voiture en longues files durant l'été. Parfois jusqu'à 1,500 personnes arrivent à Banff et ne peuvent trouver les logements et les installations nécessaires.

Le tourisme en Alberta occupe le troisième rang par ordre d'importance parmi les industries de la province. Elle rapporte donc beaucoup non seulement à la région mais aussi à l'ensemble du pays. La façon dont on aménagera et entretiendra ces parcs sera significative pour les années à venir. Le nombre des visiteurs augmente chaque année à mesure qu'on s'intéresse davantage chez nous aux beautés de la nature. Il est essentiel qu'une région soit à même de répondre aux besoins de ces touristes. Je vous le demande, monsieur l'Orateur, et je le demande à tous les députés: une société de la Couronne sera-